

No. 27528

MULTILATERAL

Convention establishing a Permanent Inter-State Drought Control Committee for the Sahel. Concluded at Onagadougou on 12 September 1973

Authentic text: French.

Registered by Burkina Faso on 27 August 1990.

MULTILATÉRAL

Convention portant création du Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel. Conclue à Ouagadougou le 12 septembre 1973

Texte authentique : français.

Enregistrée par le Burkina Faso le 27 août 1990.

CONVENTION¹ PORTANT CRÉATION D'UN COMITÉ PERMANENT INTER-ÉTATS DE LUTTE CONTRE LA SÉCHERESSE DANS LE SAHEL (C.I.L.S.S)

Le Président de la République de Haute-Volta,

Le Président de la République du Mali,

Le Président de la République Islamique de Mauritanie

Le Président de la République du Niger,

Le Président de la République du Sénégal,

Le Président de la République du Tchad,

Considérant les liens de fraternité, de fructueuse coopération
qui existent entre leurs peuples et leur gouvernement,

Considérant l'ampleur et la gravité de la sécheresse exception-
nelle qui sévit depuis plusieurs années dans la zone soudano-sahélienne

Considérant les conséquences désastreuses de cette sécheresse
sur leurs économies et la vie des populations,

Convaincus de la nécessité d'une lutte conjointe contre la
sécheresse et ses effets,

Affirment par la présente Convention leur volonté commune de
faire face à cette calamité et de renforcer leur coopération dans tous
les domaines,

¹ Entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1974, soit un mois après que la moitié des Etats signataires eurent déposé leur instrument de ratification ou d'approbation auprès du Gouvernement du Burkina Faso, conformément à l'article 17 :

<i>Etat</i>	<i>Date de dépôt de l'instrument de ratification</i>
Burkina Faso	1 ^{er} juin 1974
Niger.....	28 janvier 1974
Sénégal.....	26 mai 1974

Par la suite, la Convention est entrée en vigueur pour les Etats suivants un mois après le dépôt de leur instrument de ratification auprès du Gouvernement du Burkina Faso :

<i>Etat</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument de ratification</i>
Mali.....	4 septembre 1974
(Avec effet au 4 octobre 1974.)	
Tchad.....	16 décembre 1974
(Avec effet au 16 janvier 1975.)	
Mauritanie.....	15 avril 1975
(Avec effet au 15 mai 1975.)	

Ils conviennent des dispositions ci-après :

I) Constitution - Siège

ARTICLE 1er : Il est créé, entre la République de Haute-Volta, la République du Mali, la République Islamique de Mauritanie, la République du Niger, la République du Sénégal et la République du Tchad, un Comité Permanent Inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS)

ARTICLE 2. Le siège du Comité est fixé à Ouagadougou, capitale de la Haute-Volta.

II) Structure - Fonctionnement

ARTICLE 3. Le Comité comprend les organes suivants :

- une conférence des Chefs d'Etats qui se réunit en tant que de besoin.
- un conseil des Ministres où chaque Etat membre est représenté par un ou plusieurs Ministres selon les questions de l'ordre du jour.

ARTICLE 4. Le Comité est chargé :

- 1° de la coordination de l'ensemble des actions menées contre la sécheresse et ses conséquences au niveau de la sous-région
- 2° de la sensibilisation de la communauté internationale aux problèmes de la sécheresse ;
- 3° de la sensibilisation des ressources pour la réalisation du programme exceptionnel défini par les Etats dans le cadre de la lutte contre la sécheresse ;
- 4° de la mobilisation des ressources pour le financement d'opérations dans le cadre de la coopération sous-régionale ;
- 5° d'aider les Etats membres et organismes existants dans la zone à rechercher le financement de leurs programmes propres.

ARTICLE 5. Les tâches d'animation et de coordination du Comité sont confiées à un Ministre qui prend le titre de coordonnateur régional. Il est désigné par le Conseil pour une durée de deux ans.

ARTICLE 6. Le Coordonnateur régional entreprend toutes démarches tendant à la mise en oeuvre des recommandations, résolutions, programmes d'action approuvés par les Etats intéressés.

ARTICLE 7. Le Conseil se réunit au moins une fois par an sur convocation du Coordonnateur régional. Il peut se réunir à tout moment à la demande d'un Etat membre.

ARTICLE 8. Le Coordonnateur régional est assisté d'un Secrétaire technique dont les attributions seront fixées dans le règlement intérieur

ARTICLE 9. Le Secrétariat technique est composé de techniciens et d'experts mis à la disposition du Comité, à la demande du Coordonnateur régional, soit par les Etats membres, soit par les gouvernements ou les différentes organisations.

IV) Les Ressources

ARTICLE 10. Les ressources du Comité pour le fonctionnement du Secrétariat technique proviennent des contributions des Etats membres et des aides de toutes natures.

ARTICLE 11. Le Comité peut recevoir des dons et legs ; contracter des emprunts.

ARTICLE 12. Les opérations d'urgence, ainsi que la mise en oeuvre de certaines mesures intéressant les Etats membres, pourront être financés par des dons spéciaux en nature et en espèces et par le Fonds Spécial du Sahel.

V) Adhésion

ARTICLE 13. Peut être membre du Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse (CILSS) tout pays africain :

- a) dont l'économie agricole et pastorale est dominée par les conditions écologiques de la zone soudano-sahélienne,
- b) qui a été déclaré sinistré et reconnu comme tel.

ARTICLE 14. Les demandes d'adhésion sont introduites par une requête officielle auprès du Comité pour décision.

VI) Révision - Ratification

ARTICLE 15. La présente Convention peut être amendée ou révisée si un Etat membre adresse à cet effet une demande écrite au Coordonnateur régional qui en avise les autres Etats membres. L'amendement ne prend effet que lorsqu'il est approuvé par les Etats membres.

ARTICLE 16. La présente Convention sera approuvée ou ratifiée par les Etats signataires conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.

L'instrument original sera déposé auprès du Gouvernement de la République de Haute-Volta qui transmettra les copies certifiées conformes de ce document à tous les Etats signataires. Les instruments d'approbation ou de ratification seront déposés auprès du Gouvernement de la Haute-Volta qui en notifiera le dépôt à tous les Etats signataires.

ARTICLE 17. La présente Convention entrera en vigueur un mois après que la moitié des Etats signataires auront déposé auprès de la République de Haute-Volta leurs instruments d'approbation ou de ratification.

Fait à Ouagadougou, le 12 septembre 1973.

Le Président
de la République de Haute-Volta :

[Signé]

Général SAMGOULÉ LAMIZANA

Le Président
de la République Islamique
de Mauritanie :

[Signé]

MOCKTAR OULD DADDAH

Le Président
de la République du Sénégal :

[Signé]

LEOPOLD SÉDAR SENGHOR

Le Président
de la République du Mali :

[Signé]

Colonel MOUSSA TRAORÉ

Le Président
de la République du Niger :

[Signé]

HAMANI DIORI

Pour le Président
de la République du Tchad :

Le Ministre d'Etat chargé
de l'Agriculture,

[Signé]

DJIDINGAR DONON

[TRANSLATION — TRADUCTION]

CONVENTION¹ ESTABLISHING A PERMANENT INTER-STATE
DROUGHT CONTROL COMMITTEE FOR THE SAHEL

The President of the Republic of the Upper Volta,
The President of the Republic of Mali,
The President of the Islamic Republic of Mauritania,
The President of the Republic of the Niger,
The President of the Republic of Senegal,
The President of the Republic of Chad,

Considering the bonds of brotherhood and fruitful cooperation existing between their peoples and their Governments,

Considering the scale and gravity of the exceptional drought which has plagued the Sudano-Sahelian region for several years past,

Considering the disastrous consequences of the drought for their economies and the life of the peoples of the region,

Convinced of the need for a concerted struggle against the drought and its consequences,

Assert by means of the present Convention their common will to deal with this calamity and to strengthen their cooperation in all fields, and

Have agreed on the following provisions:

I. CONSTITUTION — HEADQUARTERS

Article 1

A Permanent Inter-State Drought Control Committee for the Sahel (CILSS) shall be established jointly by the Republic of the Upper Volta, the Republic of Mali,

¹ Came into force on 1 July 1974, i.e., one month after half of the signatory States had deposited their instruments of ratification or approval with the Government of Burkina Faso, in accordance with article 17:

<i>State</i>	<i>Date of deposit of the instrument of ratification</i>
Burkina Faso.....	1 June 1974
Niger.....	28 January 1974
Senegal.....	26 May 1974

Subsequently, the Convention came into force for the following States one month after the deposit of their instruments of ratification with the Government of Burkina Faso:

<i>State</i>	<i>Date of deposit of the instrument of ratification</i>
Mali..... (With effect from 4 October 1974).	4 September 1974
Chad..... (With effect from 16 January 1975).	16 December 1974
Mauritania..... (With effect from 15 May 1975).	15 April 1975

the Islamic Republic of Mauritania, the Republic of the Niger, the Republic of Senegal and the Republic of Chad.

Article 2

The Committee shall have its headquarters at Ouagadougou, the capital of the Upper Volta.

II. STRUCTURE — FUNCTIONING

Article 3

The Committee shall comprise the following organs:

A Conference of Heads of State, which shall meet as and when required;

A Council of Ministers in which each member State shall be represented by one or more Ministers, according to the topics on the agenda.

Article 4

The functions of the Committee shall be:

1. To coordinate all action to combat the drought and its consequences at the subregional level;
2. To make the international community aware of the problems caused by the drought;
3. To appeal for resources to carry out the emergency programme agreed upon by the States as part of the campaign to combat the drought;
4. To mobilize resources in order to finance operations within the framework of subregional cooperation;
5. To assist member States and existing bodies in the area in seeking financing for their individual programmes.

Article 5

The tasks of promotion and coordination of the work of the Committee shall be entrusted to a Minister, who shall have the title of Regional Coordinator. He shall be appointed by the Council for a period of two years.

Article 6

The Regional Coordinator shall take any steps required for the implementation of the recommendations, resolutions and programmes of action approved by the States concerned.

Article 7

The Council shall meet at least once a year when convened by the Regional Coordinator. It may meet at any time at the request of a member State.

Article 8

The Regional Coordinator shall be assisted by a Technical Secretariat whose duties shall be laid down in the rules of procedure.

Article 9

The Technical Secretariat shall be composed of technical staff and experts made available to the Committee, at the request of the Regional Coordinator, either by the member States or by Governments or by the various organizations.

IV. RESOURCES

Article 10

The Committee's funds for maintaining the Technical Secretariat shall be derived from contributions from member States and assistance of all kinds.

Article 11

The Committee may receive donations and legacies, and may contract loans.

Article 12

Emergency operations, as well as the implementation of certain measures of interest to member States, may be financed by special donations in cash and in kind and by the Special Fund for the Sahel.

V. MEMBERSHIP

Article 13

Membership of the Permanent Inter-State Drought Control Committee (CILSS) shall be open to any African country:

- (a) Whose agricultural and stockbreeding economy is dominated by the ecological conditions of the Sudano-Sahelian region;
- (b) Which has been declared a disaster area and recognized as such.

Article 14

Applications for membership shall be made by means of an official request to the Committee, which shall take the relevant decision.

VI. REVISION — RATIFICATION

Article 15

This Convention may be amended or revised if a member State addresses a written request to that effect to the Regional Coordinator, who shall inform the other member States. An amendment shall come into effect only after it has been approved by the member States.

Article 16

This Convention shall be approved or ratified by the signatory States in accordance with their respective constitutional procedures.

The original instrument shall be deposited with the Government of the Republic of the Upper Volta, which shall transmit certified copies of the document to all the signatory States. The instruments of approval or ratification shall be deposited with the Government of the Upper Volta, which shall notify all the signatory States to that effect.

Article 17

This Convention shall enter into force one month after one half of the signatory States have deposited their instruments of approval or ratification with the Republic of the Upper Volta.

DONE at Ouagadougou on 12 September 1973.

The President
of the Republic of the Upper Volta:

[Signed]

General SAMGOULÉ LAMIZAMA

The President
of the Islamic Republic of Mauritania:

[Signed]

MOCKTAR OULD DADDAH

The President
of the Republic of Senegal:

[Signed]

LÉOPOLD SÉDAR SENGHOR

The President
of the Republic of Mali:

[Signed]

Colonel MOUSSA TRAORÉ

The President
of the Republic of the Niger:

[Signed]

HAMANI DIORI

For the President
of the Republic of Chad:

[Signed]

DJIDINGAR DONON
Minister of State for Agriculture

